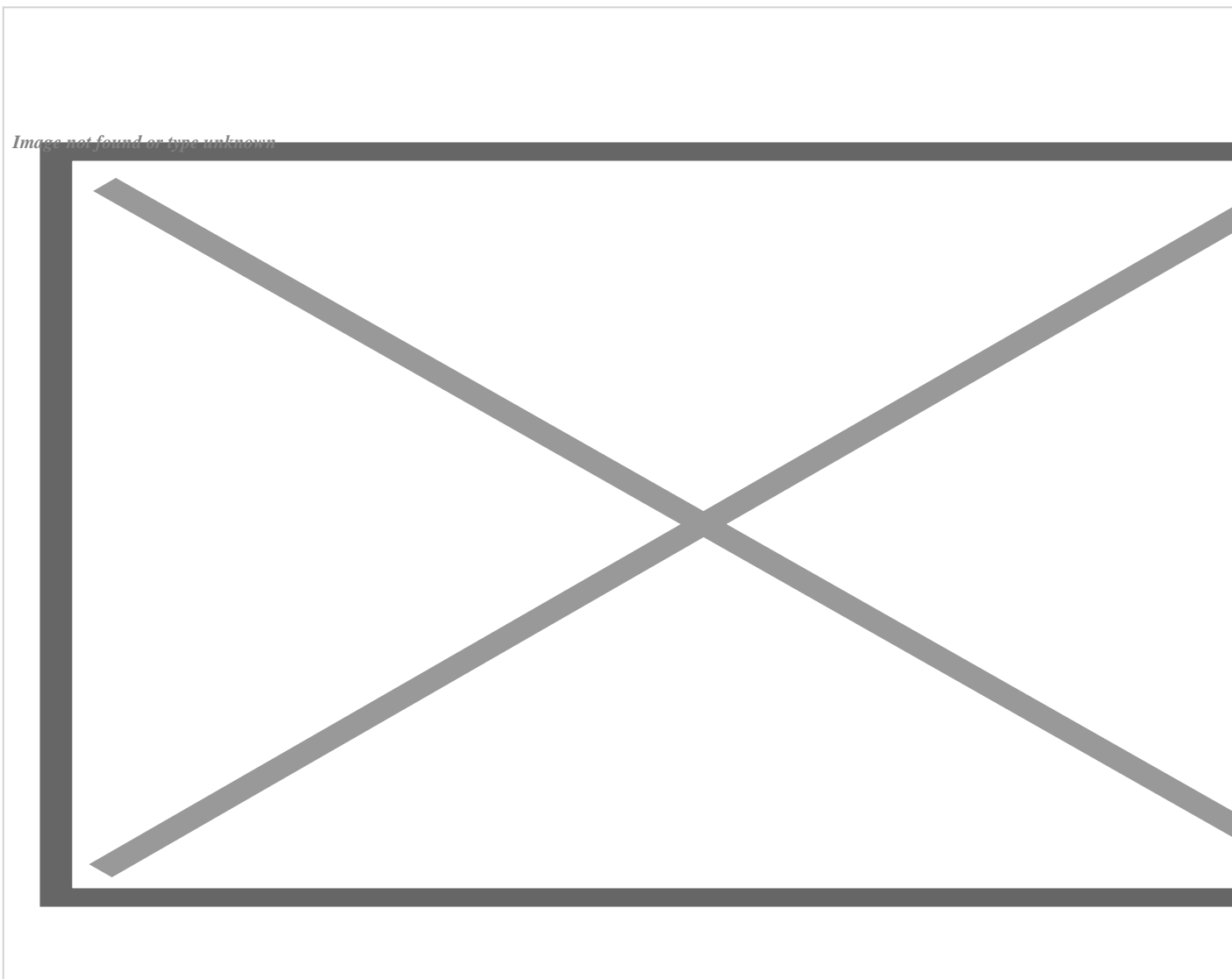


L'Assemblée nationale de Cuba rejette une résolution du Parlement européen



La Havane, 12 juillet (RHC) La Commission des Relations Internationales de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire (ANPP) a rejeté aujourd'hui avec force la résolution du Parlement Européen qui a une très forte dose d'ingérence et de diffamation de la réalité de l'île.

La déclaration souligne que le Parlement européen n'a pas l'autorité morale, politique et juridique pour juger Cuba.

Le Parlement européen a adopté aujourd'hui une résolution se référant aux déclarations du Conseil et de la Commission européenne, ainsi qu'à l'état du dialogue politique et de l'accord de coopération entre l'Union européenne (UE) et Cuba, à la suite de la visite à La Havane du haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, à l'occasion du troisième conseil conjoint Cuba-Union européenne.

Déclaration de la Commission des relations internationales de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire

La Commission des relations internationales de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire (ANPP) rejette fermement la résolution adoptée par le Parlement européen le 12 juillet, à la suite du débat qui s'est tenu le 13 juin au sein de cet organe, en se référant aux déclarations du Conseil et de la Commission européenne, et l'état de l'accord de dialogue politique et de coopération (PDCA) entre l'Union européenne (UE) et Cuba, suite à la visite à La Havane, en mai, du Haut Représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, à l'occasion du troisième Conseil conjoint Cuba-UE.

La Commission des Relations Internationales de l'ANPP souligne que le Parlement européen n'a pas l'autorité morale, politique et juridique nécessaire pour porter un jugement sur Cuba. Comme cela a été le cas pour les résolutions précédentes sur Cuba, approuvées par l'actuelle législature, le texte a un contenu avec un caractère d'ingérence très marqué, diffamant non seulement la réalité cubaine, son système juridique et l'État de droit, mais aussi les liens que Cuba entretient avec d'autres États de manière souveraine, dans le strict respect du droit international. En même temps, cela reflète l'application du deux poids deux mesures dans l'émission de jugements de valeur sur des questions auxquelles ce Parlement n'accorde pas la moindre attention sur le territoire de ses propres États membres et dans d'autres parties du monde. Le silence du Parlement européen sur la résurgence du fascisme pourrait être considéré comme une complicité.

Le débat qui a servi de base à cette résolution a montré une forte charge idéologique de la part d'un groupe de députés européens conservateurs et d'extrême droite, dont certains ont des liens connus avec des politiciens anti-cubains aux États-Unis, dont l'objectif est d'entraver le cours actuel des relations entre Cuba et l'Union européenne, sur la base de l'ADPC signé par les 27 États membres. Pour parvenir à leurs fins, ils tentent d'ignorer les résultats du troisième conseil conjoint Cuba-UE, qui s'est tenu le 26 mai dernier, et dénaturent les faits, les données et les chiffres. Ils mentent délibérément pour finalement remettre en cause l'évolution positive des relations entre Cuba et l'Union européenne, dans ses différents domaines, y compris la coopération.

Ce débat, au cours duquel des représentants de haut niveau d'autres institutions telles que le Conseil et la Commission européenne ont fait des présentations, a montré à la fois la validité de l'ADPC pour avancer dans le développement de relations mutuellement bénéfiques, et l'inefficacité des positions unilatérales et d'ingérence qui, à d'autres moments, ont empêché le dialogue et la coopération.

Nous sommes reconnaissants de la position des députés européens qui, s'en tenant à l'évidence et à la vérité historique, ont dénoncé le fait qu'attaquer le dialogue et la coopération en cours est un hommage servile de l'extrême-droite européenne à la politique du gouvernement des États-Unis contre le peuple cubain, universellement rejetée chaque année par l'Assemblée générale des Nations unies.

Cette résolution contribue à la tentative américaine d'isoler Cuba au niveau international et de justifier son blocus génocidaire qui a infligé tant de dommages au peuple cubain depuis plus de 60 ans. Elle constitue également une attaque contre les entreprises européennes qui investissent à Cuba ou qui sont intéressées à le faire, et exprime le désir de l'extrême droite et des forces politiques apparentées de priver l'Union européenne de sa propre politique indépendante à l'égard de Cuba.

Nous lançons une mise en garde contre le fait que l'adoption de cette résolution, qui fait d'un pays d'Amérique latine et des Caraïbes en cas très particulier, va à l'encontre des principes de respect,

d'inclusion et de coopération avec lesquels est censé être organisé le troisième sommet CELAC-UE, qui se tiendra dans quelques jours à Bruxelles, et peut jeter le doute sur les objectifs d'une Union européenne qui cherche à relancer ses relations avec l'Amérique latine et les Caraïbes.

Nous appelons les députés européens à respecter l'accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et Cuba, l'engagement de ses États membres et la position d'autres institutions de l'Union européenne telles que le Conseil et la Commission européenne, ainsi qu'à écouter les sentiments de larges secteurs des sociétés européennes qui préconisent de consolider le dialogue et de contribuer au développement des échanges et de la collaboration dans l'intérêt mutuel.

La Havane, 12 juillet 2023.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/328170-las-semblee-nationale-de-cuba-rejette-une-resolution-du-parlement-europeen>



Radio Habana Cuba